

# Les perceptions de la pollution de l'air intérieur en Île-de-France

Dorothée Grange, Sabine Host, Cécile Sommen

*La problématique de la qualité de l'air intérieur n'est pas nouvelle. En revanche, elle s'inscrit aujourd'hui dans un contexte très différent de celui de l'époque des hygiénistes du XIX<sup>e</sup> siècle. Alors que ces derniers préconisaient l'ouverture des fenêtres afin de lutter contre le développement des maladies, l'isolation croissante des logements pour faire face aux enjeux énergétiques et climatiques qui ont émergé ces dernières années s'est faite au détriment du renouvellement d'air. Ajoutés à cela les développements techniques dans le domaine de la construction et du bâtiment, l'omniprésence des articles de consommation courante et du mobilier, nos environnements intérieurs se sont enrichis de nombreuses nouvelles substances (en particulier des composés organiques volatils (COV) dont le formaldéhyde), sans que leur influence sur la santé n'ait pu être évaluée. Si la réduction à la source des polluants est aujourd'hui un des leviers d'action bien identifiés, le cadre réglementaire de gestion des substances chimiques peine à se structurer.*

*Les environnements clos offrent une grande diversité en termes de qualité d'air intérieur. En la matière, l'occupant joue un rôle déterminant. En effet, par ses comportements, il peut contribuer à aggraver la situation (tabagisme, appareils à combustion mal entretenus ou mal utilisés, possession d'animaux domestiques, utilisation de produits d'entretien...) ou bien l'améliorer grâce notamment à ses pratiques d'aération ou par le choix de matériaux et produits moins émissifs. Toutefois, face au choix entre les nombreux produits mis sur le marché, il peut se trouver démuné, se heurtant à la méconnaissance de leur composition, de leurs émissions et donc de leurs potentiels risques sanitaires.*

*Composés physico-chimiques (COV, produits de combustion, etc.) ou biologiques (allergènes, moisissures), les polluants de l'air intérieur sont*

*nombreux et multiformes. Un effort de recherche important a été fourni ces dernières années afin d'améliorer la connaissance sur ces questions, tant sur la caractérisation de la pollution, avec en particulier les campagnes de mesures de l'Observatoire de la qualité de l'air intérieur (1), que sur ses effets sanitaires. Les études épidémiologiques ont permis de montrer que la pollution de l'air intérieur était associée à des effets sur la santé, notamment à des pathologies du système respiratoire (rhinites, bronchites, asthme...) (2). Beaucoup de ces manifestations sont de nature allergique mais les polluants de l'air intérieur peuvent être aussi responsables d'effets irritatifs, toxiques ou cancérigènes. Il s'agit toutefois d'un sujet complexe et les études se poursuivent afin d'améliorer les connaissances. S'il y a bien une prise de conscience des pouvoirs publics qui placent désormais la qualité de l'air intérieur au cœur de leur politique tel que l'illustre le deuxième Plan national santé environnement (3), l'exploitation nationale du Baromètre santé environnement 2007 de l'INPES (cf. encadré 1) a permis de montrer qu'une part non négligeable de la population a une méconnaissance du sujet. Aucune donnée n'étant disponible en Île-de-France, notre étude avait pour objectif de dresser, à partir des données de ce Baromètre, un premier état des lieux des perceptions de la population francilienne à l'égard de cette problématique. Dans un contexte où ces questions sont de plus en plus médiatisées et où des évolutions réglementaires importantes voient le jour, il serait utile de renouveler l'étude afin d'évaluer l'évolution de ces perceptions. En effet, ces informations s'avèrent essentielles en vue de l'élaboration des messages de prévention à destination du grand public qui a un rôle prépondérant à jouer.*

*Le rapport complet de l'étude est disponible sur le site internet de l'ORS (<http://www.ors-idf.org>) (4).*

**Encadré 1 : Le Baromètre santé environnement** est une enquête nationale dont l'objectif est de décrire les perceptions des Français concernant l'environnement et ses effets sur la santé (5). L'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) a été mandaté pour mettre en place cette étude dans le cadre du premier Plan national santé environnement 2004-2008 (PNSE) (6). Le recueil des données a été effectué en 2007, par l'institut de sondage Atoo, à l'aide d'un questionnaire administré par téléphone auprès d'un échantillon de 6007 individus représentatifs de la population âgée de 18 à 75 ans résidant en France métropolitaine. Un sur-échantillon a été réalisé en Île-de-France afin d'améliorer la précision des analyses au niveau régional. Celui-ci a permis d'analyser les perceptions des Franciliens, mais aussi des habitants de Paris, de la proche couronne et de la grande couronne, sans pour autant pouvoir cibler des zones géographiques plus fines. L'étude présentée ici porte sur 1898 Franciliens, comparés à 5263 personnes vivant hors Île-de-France. Les données ont été pondérées par la probabilité de tirage au sort des personnes enquêtées au sein de leur ménage et redressées sur le sexe, l'âge, la catégorie d'agglomération, le département pour l'Île-de-France et la région pour le reste de la France. Les caractéristiques de la population francilienne étudiée sont présentées dans le tableau 1. Nous tenons à remercier l'INPES pour sa précieuse collaboration, ainsi que le Conseil régional d'Île-de-France et la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales d'Île-de-France pour leurs financements du sur-échantillon francilien.

## Des connaissances variables sur la pollution de l'air intérieur

### Un logement fermé n'est pas un gage d'absence de pollution de l'air intérieur

En 2007, la majorité des Franciliens partagent cette vision. Toutefois, alors que l'aération favorise la qualité de l'air intérieur et que les sources de pollution intérieure sont nombreuses, 12 % des Franciliens considèrent que « Si le logement est bien fermé, il n'y a pas de pollution à l'intérieur du logement ». Cette représentation est plus fréquente parmi les Franciliens les plus âgés et les moins diplômés. On n'observe pas de différence significative entre l'Île-de-France et les autres régions.

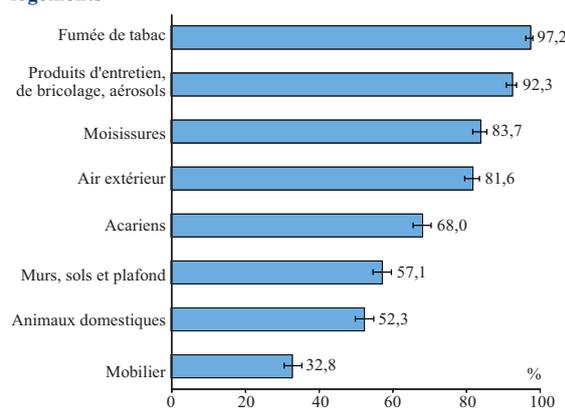
### La pollution de l'air intérieur n'est pas perceptible

Plus de trois Franciliens sur cinq considèrent que la pollution de l'air intérieur n'est pas perceptible. Alors que les polluants dans leur grande majorité sont inodores et incolores, plus d'un tiers des Franciliens (35,5 %) assimile la pollution uniquement à ce qu'ils perçoivent. Cette représentation a tendance à être plus fréquente parmi les jeunes Franciliens. Aucune différence n'est observée entre l'Île-de-France et les autres régions.

### Des connaissances variables sur les sources de pollution de l'air intérieur

La fumée de tabac, les produits d'entretien, les

**Figure 1 : Proportions de Franciliens considérant que certains éléments contribuent à la pollution de l'air dans les logements**



moisissures et l'air extérieur sont considérés comme des sources de pollution de l'air intérieur par plus de huit Franciliens sur dix. En revanche, le mobilier l'est par moins d'un Francilien sur trois (cf. figure 1). L'air extérieur est plus souvent considéré comme une source de pollution intérieure en Île-de-France que dans les autres régions. A l'inverse, les acariens le sont moins en Île-de-France que dans les autres régions.

Par ailleurs, deux profils caractéristiques se dégagent parmi les Franciliens en termes de connaissances des sources : l'un se démarque par ses bonnes connaissances (les « craintifs informés ») (cf. encadré 2), alors que l'autre a une mauvaise appréhension de la problématique (les « non avertis peu concernés »).

**Encadré 2 : Trois profils de perception mis en évidence parmi les Franciliens**

Afin d'avoir une vision synthétique des perceptions des Franciliens concernant la pollution de l'air intérieur, une analyse factorielle multiple et une classification ascendante hiérarchique ont été réalisées. Ces analyses ont permis de distinguer trois profils de perception parmi les Franciliens, caractérisés notamment par leurs connaissances, leur perception des risques, leur sentiment d'information et leurs comportements à risques ou de prévention. Ces profils ont été dénommés : les « confiants » (36 % des Franciliens), les « craintifs informés » (34 %) et les « non avertis peu concernés » (30 %).

**Encore un manque de connaissance sur le monoxyde de carbone**

Alors que le monoxyde de carbone est un gaz inodore, un Francilien sur cinq considère qu'il serait alerté par l'odeur si un appareil de chauffage dégageait du monoxyde de carbone : 58 % ne sont pas du tout d'accord avec cette idée, alors que 8 %

des Franciliens sont tout à fait d'accord et 12 % plutôt d'accord. Cette représentation est nettement plus fréquente quand le niveau de diplôme ou le niveau de revenu diminue et parmi les Franciliens les plus âgés, en particulier les 55-64 ans.

**Tableau 1 : Caractéristiques de la population francilienne étudiée**

	% *		% *		% *
<b>Sexe</b>		<b>Niveau de revenus</b>		<b>Lieu de résidence</b>	
hommes	49	< 900 euros par UC**	19	Paris	21
femmes	51	900-1499 euros par UC	30	proche couronne	37
<b>Age</b>		≥ 1500 euros par UC	51	grande couronne	43
18-25 ans	15	<b>Sensibilité à l'environnement</b>		<b>Type de logement</b>	
26-34 ans	21	peu sensibles	27	maison individuelle	39
35-44 ans	22	sensibles	52	immeuble collectif	59
45-54 ans	20	très sensibles	21	autre type	2
55-64 ans	12	<b>Tabagisme</b>		<b>Statut à l'égard du logement</b>	
65-75 ans	10	fumeurs	29	propriétaires	57
<b>Niveau de diplôme</b>		<b>Perception de son état de santé</b>		locataires hors hlm	23
inférieur au bac	31	plutôt mauvais	9	locataires hlm	20
bac à bac+2	36	plutôt bon	79	<b>Satisfaction à l'égard du logement</b>	
supérieur à bac+2	33	excellent	12	plutôt satisfaits	92

\* pourcentages obtenus après pondération et redressement, cf. rapport complet (4)

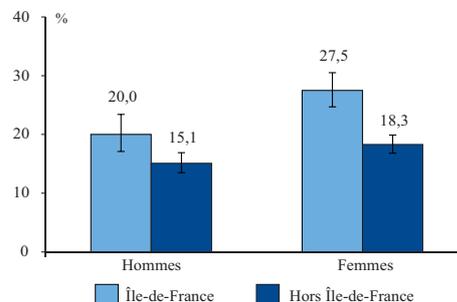
\*\* UC = unité de consommation (les revenus par unité de consommation sont calculés en divisant les revenus nets mensuels du foyer par le nombre de personnes vivant au sein du foyer, après leur avoir attribué un poids, en particulier un poids plus faible aux enfants qu'aux adultes)

**Une perception des risques mitigée**

**Des effets sanitaires davantage ressentis en Île-de-France que dans les autres régions**

Près d'un Francilien sur quatre (24 %) déclare avoir déjà senti des effets de la pollution de l'air intérieur sur sa santé ou celle de son entourage proche, soit une proportion nettement plus élevée que dans les autres régions (17 %, p<0,001). On n'observe pas de différence significative entre Paris, la proche couronne et la grande couronne. Ces effets sont davantage ressentis par les femmes (cf. figure 2), les cadres, les professions intermédiaires et les ouvriers. Par ailleurs, les Franciliens ayant de faibles revenus ont davantage senti ces effets, de même que ceux insatisfaits de leur logement, ceux habitant un logement sur-occupé et ceux habitant dans des logements autres

**Figure 2 : Proportions de personnes déclarant avoir déjà senti des effets de la pollution de l'air intérieur sur leur santé ou celle de leur entourage selon le sexe**



que des maisons individuelles ou des immeubles collectifs (en Île-de-France, il s'agit surtout d'immeubles à usage autre que l'habitation, tels que écoles, bureaux, mairies, hôpitaux...). Ces effets sont aussi davantage ressentis par les

Franciliens se déclarant sensibles aux problématiques environnementales et ceux se percevant en mauvaise santé. En revanche, les Franciliens les plus âgés ont tendance à moins souvent déclarer avoir déjà ressenti ces effets.

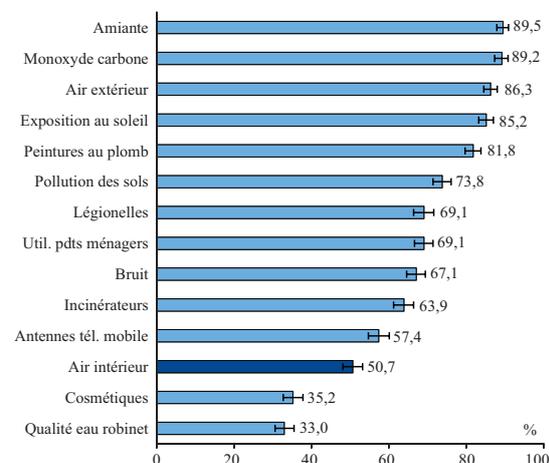
### Une faible perception des risques sanitaires liés à la pollution de l'air intérieur...

Près d'un Francilien sur deux (49 %) ne perçoit pas, ou faiblement, les risques liés à la pollution de l'air intérieur (12<sup>e</sup> position sur 14 thématiques, devant les cosmétiques et l'eau du robinet ; cf. figure 3). On n'observe pas de différence significative entre l'Île-de-France et les autres régions. Le risque a tendance à être perçu comme plus faible par les Franciliens les plus âgés, en particulier les 65-75 ans, et par ceux ayant les niveaux de revenus les plus élevés. En revanche, il est perçu comme plus élevé par les Franciliens se déclarant sensibles aux problématiques environnementales et par ceux se percevant en mauvaise santé. Un profil de Franciliens plus particulièrement inquiets se distingue des deux autres profils : les « craintifs informés » (cf. encadré 2) déclarent plus souvent avoir ressenti des effets et sont en proportion beaucoup plus nombreux à percevoir les risques comme élevés.

### ... mais des risques liés à l'amiante, au monoxyde de carbone et à l'utilisation de produits ménagers perçus comme élevés

Alors que la pollution de l'air intérieur ne semble pas être perçue comme un risque particulier, les risques sont perçus comme plus élevés pour des polluants et des sources spécifiques : près de neuf Franciliens sur dix (89 %) perçoivent les risques liés au monoxyde de carbone (parmi ceux ayant déjà entendu parler du monoxyde de carbone) ou ceux liés à l'amiante comme plutôt ou très élevés, et plus de deux sur trois (69 %) pour l'utilisation

Figure 3 : Proportions de Franciliens percevant les risques sanitaires liés à différentes thématiques environnementales comme plutôt ou très élevés



de produits ménagers (cf. figure 3). Aucune différence significative n'est observée entre l'Île-de-France et les autres régions.

### Un risque d'être affecté par une intoxication au monoxyde de carbone perçu comme plus élevé en Île-de-France que dans les autres régions

Un peu plus d'un Francilien sur dix (13 %) estime courir un risque plutôt élevé d'être affecté par une intoxication au monoxyde de carbone (cf. encadré 3), soit une proportion légèrement supérieure à celle observée dans les autres régions (11 %,  $p < 0,05$ ). Le risque est perçu comme plus faible lorsque l'âge augmente et lorsque le niveau de diplôme augmente. Les Franciliens habitant dans des immeubles perçoivent un risque plus élevé comparés à ceux habitant dans des maisons individuelles. Ceux plutôt insatisfaits de leur logement ou locataires d'un logement HLM ont aussi tendance à percevoir un risque plus élevé. En revanche, la perception de ce risque n'est pas liée à la présence d'appareil de chauffage à combustion dans le logement.

#### Encadré 3 : Les intoxications au monoxyde de carbone

Le monoxyde de carbone (CO) est produit lors d'une combustion incomplète liée à un déficit d'oxygène. Il s'agit d'un toxique redoutable, constituant un poison mortel lorsqu'inhalé à forte dose. La majorité des accidents intervient en hiver et résulte de défauts de ventilation ou d'entretien des appareils à combustion, ou d'une mauvaise utilisation de ces appareils. L'Île-de-France est une région particulièrement touchée par les intoxications au monoxyde de carbone. Ainsi, en moyenne, de 2005 à 2007, 215 accidents ont été comptabilisés en Île-de-France, impliquant 549 personnes, dont 180 ont été hospitalisées et 17 sont décédées (7).

## Une meilleure information attendue

### Un sentiment d'information mitigé sur la pollution de l'air intérieur

Un peu moins d'un Francilien sur deux (46 %) a le sentiment d'être plutôt bien informé sur les effets sanitaires de la pollution de l'air intérieur et 10 % n'en ont jamais entendu parler (8<sup>e</sup> position sur dix thématiques, devant la pollution des sols et le radon). On n'observe pas de différence significative entre l'Île-de-France et les autres régions. Ce sentiment est meilleur chez les femmes que chez les hommes et augmente fortement avec l'âge (cf. figure 4). Il augmente aussi avec la sensibilité déclarée aux problématiques environnementales. Les Franciliens ayant des revenus intermédiaires ont aussi tendance à avoir un meilleur sentiment d'information. En revanche, on n'observe pas de lien avec le niveau de diplôme, ni avec le statut à l'égard du logement (propriétaire/locataire).

### Un sentiment d'information légèrement meilleur concernant le monoxyde de carbone

Trois Franciliens sur cinq (60 %) ont le sentiment d'être plutôt bien informés sur les effets sanitaires du monoxyde de carbone (66 % dans les autres régions,  $p < 0,001$ ). Ce sentiment est également plus fréquent lorsque l'âge augmente (cf. figure 4).

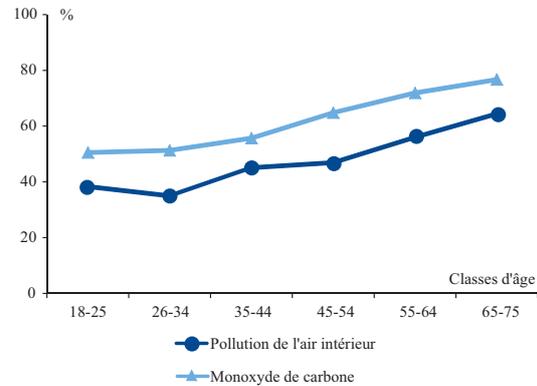
### Une lecture fréquente des étiquettes des produits d'entretien lors de l'achat

La lecture des étiquettes des produits est fréquente, mais variable selon le type de produits (cf. figure 5). On n'observe pas de différence significative entre l'Île-de-France et les autres régions. Cette lecture est plus fréquente lorsque l'âge augmente.

### Une information jugée peu compréhensible et insuffisante

Parmi les Franciliens lisant les étiquettes, 46 % trouvent l'information incompréhensible, 59 % insuffisante. On n'observe pas de différence significative entre l'Île-de-France et les autres régions. Par ailleurs, 27 % des Franciliens estiment que l'étiquetage sur les polluants contenus dans les produits d'ameublement, de

Figure 4 : Proportions de Franciliens ayant le sentiment d'être plutôt bien informés sur les effets sanitaires liés à différentes thématiques environnementales selon l'âge

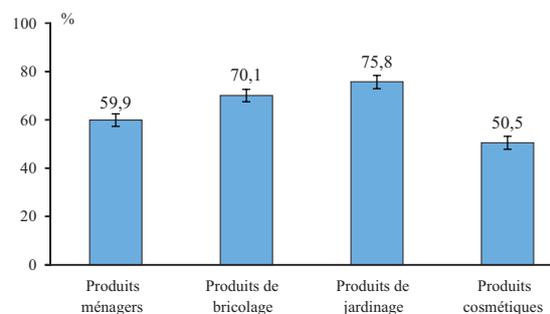


décoration, de bricolage ou de jardinage serait une mesure très efficace pour protéger leur santé, 53 % estiment que cette mesure serait plutôt efficace.

### Une confiance dans l'expertise scientifique

Plus de sept Franciliens sur dix (71 %) se déclarent plutôt ou tout à fait confiants dans l'expertise scientifique sur la pollution de l'air intérieur (3<sup>e</sup> position sur sept thématiques, derrière l'amiante et la pollution de l'air extérieur). Cette confiance est meilleure à Paris qu'en grande couronne. Elle augmente aussi avec le niveau de diplôme, et est meilleure parmi les propriétaires.

Figure 5 : Proportions de Franciliens déclarant lire souvent ou systématiquement les étiquettes des produits lors de l'achat\*



\* parmi les Franciliens qui achètent ces types de produits

### Une insatisfaction à l'égard de l'action menée par les pouvoirs publics

Un peu plus d'un Francilien sur trois (37,3 %) se déclare satisfait de l'action menée par les pouvoirs publics concernant la pollution de l'air intérieur, sans différence significative avec les autres régions.

Des attentes différentes en matière d'information caractérisent les trois profils de Franciliens (cf. encadré 2). Ainsi, les « confiants » ont le sentiment d'être plutôt bien informés, ils lisent souvent les étiquettes des produits et estiment que l'information figurant sur ces étiquettes est suffisante et compréhensible. Dans ce sens, ils n'estiment pas qu'un étiquetage sur les polluants serait une mesure efficace. Ils ont confiance dans l'expertise scientifique et sont satisfaits de l'action

des pouvoirs publics. Ils déclarent prendre en compte les émissions polluantes des produits lors de l'achat.

Les « craintifs informés », quant à eux, lisent souvent les étiquettes des produits, mais estiment que l'information figurant sur ces étiquettes est insuffisante et peu compréhensible. Ils ont peu confiance dans l'expertise scientifique et sont peu satisfaits de l'action des pouvoirs publics. Ils estiment toutefois qu'un étiquetage sur les polluants serait une mesure efficace.

Enfin, les « non avertis peu concernés » ont le sentiment d'être plutôt mal informés et lisent rarement les étiquettes des produits. Ils ont peu confiance dans l'expertise scientifique et sont peu satisfaits de l'action des pouvoirs publics. Ils déclarent ne pas prendre en compte les émissions polluantes des produits lors de l'achat.

## Certains comportements à risques fréquents

### Une aération du logement fréquente mais des pratiques à risques

Près de neuf Franciliens sur dix (87,0 %) déclarent aérer leur logement au moins une fois par jour en hiver en ouvrant les fenêtres, soit une proportion légèrement supérieure à celle observée hors Île-de-France (83,8 %,  $p < 0,01$ ). Cette proportion augmente par ailleurs avec l'âge (cf. figure 6).

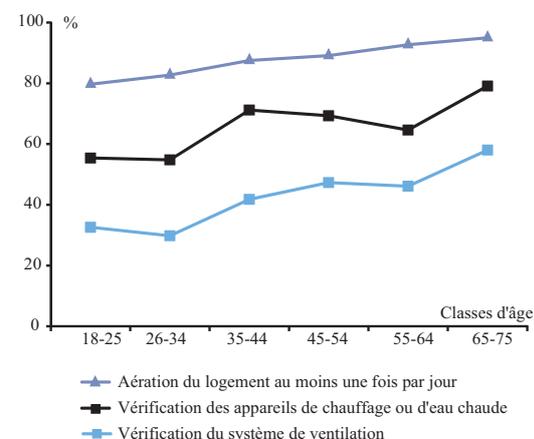
En parallèle, 7,8 % des Franciliens déclarent avoir bouché les orifices d'aération de leur logement au cours des douze derniers mois, alors que cette proportion est de 4,6 % hors Île-de-France. Cette pratique est plus fréquente parmi les Parisiens et les habitants de proche couronne (respectivement 11,3 % et 9,3 %).

Par ailleurs, parmi les Franciliens se déclarant concernés (71,5 % des Franciliens), seuls 41,0 % déclarent avoir fait vérifier leur système de ventilation par un professionnel qualifié au cours des douze derniers mois. Cette proportion augmente avec l'âge (cf. figure 6).

### Une présence fréquente d'appareils de chauffage à combustion et un entretien variable des équipements

Près de trois Franciliens sur quatre (72,4 %) déclarent être équipés d'au moins un appareil de chauffage fonctionnant avec un combustible (chauffage principal ou d'appoint). Plus l'âge

Figure 6 : Proportions de Franciliens déclarant adopter certains comportements de prévention selon l'âge



augmente, plus les Franciliens sont équipés de ce type d'appareil. Les propriétaires et les personnes vivant en maison individuelle sont également davantage équipés. En revanche, seuls 8,4 % des Franciliens déclarent utiliser un chauffage d'appoint à combustion (contre 20,3 % hors Île-de-France).

Par ailleurs, parmi les Franciliens se déclarant concernés (85,4 % des Franciliens), 64,8 % déclarent avoir fait vérifier leurs appareils de chauffage ou d'eau chaude par un professionnel qualifié au cours des douze derniers mois. Cette proportion augmente avec l'âge (cf. figure 6).

### **Fumer à l'intérieur du logement, une pratique courante parmi les fumeurs**

Parmi les Franciliens déclarant fumer (cf. tableau 1), 64,0 % déclarent fumer à l'intérieur de leur logement. Si l'on considère l'ensemble de la population francilienne (fumeurs et non fumeurs), 18,9 % des Franciliens déclarent fumer à l'intérieur de leur logement. Les Parisiens se distinguent nettement (25,3 %). Cette pratique diminue avec l'âge et la présence d'enfants au sein du foyer. Toutefois, une très large proportion des personnes fumant à l'intérieur de leur logement (82,4 %) déclare prendre des précautions, en particulier aérer en ouvrant la fenêtre.

### **Peu de protections lors de l'utilisation de produits**

Près d'un Francilien sur cinq (19,2 %) déclarent porter systématiquement des gants lors de

l'utilisation de produits ménagers, de bricolage ou de jardinage, 30,5 % déclarent en porter souvent. En revanche, le port d'un masque est, quant à lui, exceptionnel : 9,7 % des Franciliens déclarent en porter systématiquement ou souvent. Les classes d'âge intermédiaires sont les plus enclines à déclarer porter systématiquement ou souvent des gants ou un masque. Le port du masque apparaît lié à des activités spécifiques : il est plus fréquent parmi les hommes, les ouvriers, les habitants de grande couronne.

Parmi les trois profils, celui des « non avertis peu concernés » (cf. encadré 2) se distingue nettement par un moindre entretien des équipements, ainsi qu'un port de protection moins fréquent.

## **Conclusion**

Les Franciliens ne se démarquent pas particulièrement des habitants des autres régions de France en termes de perception de la qualité de l'air intérieur, de connaissance des sources intérieures, ni en termes de comportements favorables ou défavorables. En effet, peu de différences marquées ont été observées si ce n'est que les Franciliens sont en proportion plus nombreux à considérer la pollution de l'air extérieur comme une source de pollution intérieure. Du point de vue des comportements, il s'avère que les Franciliens déclarent un peu plus fréquemment pratiquer l'aération par l'ouverture des fenêtres (87 % vs 84 %), toutefois, ils sont en proportion plus nombreux à obturer leurs bouches d'aération (8 % vs 5 %). Les Parisiens déclarent par ailleurs plus souvent fumer à l'intérieur de leur habitation (25 % vs 19 % des Franciliens). Ces comportements ont pu évoluer à la hausse suite à l'entrée en vigueur en janvier 2008 de l'interdiction de fumer dans les lieux publics. Alors que le tabagisme constitue une source importante de pollution à l'intérieur des locaux, cette question reste d'actualité.

Les Franciliens s'estiment également légèrement plus à risque d'être affectés par une intoxication au

monoxyde de carbone (13 % vs 11 %). Cette perception du risque n'apparaît pas liée à la présence d'équipements à risque d'émission au sein du logement et apparaît plus élevée chez les locataires de HLM et les personnes insatisfaites de leur logement. En parallèle, une partie non négligeable de la population, soit environ un Francilien sur cinq, ne sait pas que le monoxyde de carbone est un gaz inodore, et ceci est particulièrement marqué parmi les Franciliens à faible niveau de revenu. Par ailleurs, plus d'un tiers des personnes interrogées disposant d'un appareil de chauffage à combustion déclare un défaut d'entretien. Cette perception erronée et ces comportements à risque invitent à poursuivre les actions de prévention, d'autant plus que l'Île-de-France recense avec le Nord-Pas-de-Calais le plus grand nombre annuel d'épisodes d'intoxication au CO (8). Alors qu'un dysfonctionnement de chaudière et/ou une mauvaise évacuation des gaz de combustion sont à l'origine des principaux accidents, l'accent doit être mis sur le respect des règles d'entretien des appareils et évacuations, tel que prôné par les campagnes de prévention menées par l'Inpes (9).

Au sein des Franciliens, les différences de

comportement et de sentiment d'information sont essentiellement marquées selon l'âge des individus. Ainsi, le sentiment d'être bien informé augmente avec l'âge, de même que la fréquence de lecture des étiquettes. Ceci se vérifie au sein des profils identifiés où les 18-34 ans apparaissent globalement peu sensibles à la problématique. Le genre constitue également, dans une moindre mesure, un critère discriminant. Les effets sanitaires sont ainsi davantage ressentis par les femmes qui ont un meilleur sentiment d'information, ce qui est également constaté pour d'autres problématiques de santé environnementale (10,11).

Les résultats de ce Baromètre soulignent le ressenti d'un manque d'information concernant les effets de la pollution de l'air intérieur, mais aussi concernant les produits, l'information figurant sur les étiquettes étant jugée peu compréhensible et insuffisante. On constate également une insatisfaction à l'égard de l'action menée par les pouvoirs publics. Compte-tenu des récentes évolutions, réglementaires notamment avec

l'adoption de valeurs réglementaires pour trois substances chimiques (12) et la mise en place d'un étiquetage obligatoire des produits de construction et de décoration et des meubles (13,14), il serait intéressant dans les prochaines années de reconduire ce Baromètre afin d'en mesurer les impacts. Si la gestion des substances à la source constitue un levier d'action important, les comportements individuels sont susceptibles de jouer un rôle prépondérant pour améliorer la qualité de l'air intérieur. A côté des messages de prévention adressés directement au grand public, dispensés en particulier par l'INPES, la formation des professionnels aux questions de qualité de l'air intérieur, en particulier celle des travailleurs sociaux qui agissent auprès des populations défavorisées, constitue également un bon levier d'action. Le deuxième Plan régional santé environnement francilien (2011-2015) prévoit ainsi d'accompagner la montée en compétence des professionnels de santé et acteurs sociaux en santé environnementale (15).

### Références

- (1) OQAI. Campagne nationale logements - État de la qualité de l'air dans les logements français - rapport final. 2006, 165 p.
- (2) de Blay F. Les pathologies respiratoires de l'environnement intérieur. *Revue des Maladies Respiratoires*, vol 26:6, 2009, pp. 573-574.
- (3) MEEDDM, DGS, MESR, MTRFSV. Deuxième Plan National Santé Environnement (PNSE 2) 2009-2013. 2009, 84 p.
- (4) Grange D. et al. Les perceptions de la pollution de l'air intérieur en Île-de-France. Rapport ORS Île-de-France, janv. 2012, 219 p.
- (5) INPES. Baromètre santé environnement 2007. Editions INPES, juin 2008, 405 p.
- (6) Ministère de la Santé et de la Protection sociale. Plan National Santé Environnement 2004-2008. 2004, 92 p.
- (7) IAU île-de-France. L'environnement en Île-de-France - Mémento 2011. Chapitre L'urbanisme et l'habitat. 2011, p. 92.
- (8) Verrier A. et al. Les intoxications au monoxyde de carbone survenues en France métropolitaine en 2007. *Bulletin Epidemiologique Hebdomadaire*, 12 janv. 2010, n°1, pp. 1-5.
- (9) INPES. Le monoxyde de carbone - les intoxications au monoxyde de carbone concernent tout le monde... les bons gestes de prévention aussi. 2010, 6 p.
- (10) Grange D. et al. Les perceptions du bruit en Île-de-France. Rapport ORS Île-de-France, mars 2009, 158 p.
- (11) Grange D. et al. Les perceptions de la pollution de l'air extérieur en Île-de-France. Rapport ORS Île-de-France, sept. 2010, 178 p.
- (12) Décret n° 2011-1727 du 2 décembre 2011 relatif aux valeurs-guides pour l'air intérieur pour le formaldéhyde et le benzène.
- (13) Décret n° 2011-321 du 23 mars 2011 relatif à l'étiquetage des produits de construction ou de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis sur leurs émissions de polluants volatils.
- (14) Arrêté relatif à l'étiquetage des produits de construction ou de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis sur leurs émissions de polluants volatils publié au JO du 13 mai 2011.
- (15) ARS Île-de-France, DRIEE. Deuxième Plan Régional Santé Environnement Île-de-France 2011-2015. 2011, 100 p.

L'ORS Île-de-France, département autonome de l'IAU île-de-France,  
est un observatoire scientifique indépendant financé par  
l'Agence régionale de santé d'Île-de-France et le Conseil régional d'Île-de-France



ISBN : 978-2-7371-1802-9